

Un nouveau massacre de personnes kurdes a été commis en plein Paris il y a quelques jours. Comme il y a exactement dix ans, trois kurdes ont été tués par un individu armé, dont une responsable de mouvement des femmes kurdes. On sait que l'individu en question avait déjà attaqué un camp d'exilé·es mais on ne connaît pour l'instant pas grand-chose des conditions dans lesquelles il en est venu à cibler le Conseil démocratique kurde de France, précisément à l'heure où devait se tenir une réunion importante du mouvement des femmes kurdes.

Cette nouvelle attaque terroriste visant la minorité kurde doit nous amener à redoubler notre solidarité avec leur combat mais aussi à examiner le projet politique qui est porté par les organisations kurdes qui sont ciblées sans cesse par le régime d'Erdoğan, l'extrême droite turque et des courants intégristes armés présents notamment en Syrie, ainsi que la tentative de mise en oeuvre de ce projet au Rojava.

L'assassin raciste qui a tué trois Kurdes à Paris le 23 décembre 2022 a précisé qu'il leur en voulait d'avoir « *constitué des prisonniers lors de leur combat contre Daesh au lieu de les tuer* ». Quelques semaines auparavant, le 13 novembre, un attentat à Istanbul avait fait 6 morts et 81 blessés. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a immédiatement accusé le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et les Unités de défense du peuple (YPG), d'avoir ordonné l'attentat « *à partir de Kobane* ». Un prétexte idéal pour lancer une nouvelle opération militaire dans le nord de la Syrie. La suite est connue : des bombardements intensifs sur le Rojava et la menace d'une opération terrestre. Erdoğan est prêt à tout pour se faire réélire au printemps prochain.

Le PKK, les YPG et les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) nient toute implication dans cet attentat et révèlent que la personne arrêtée est une Syrienne arabe mariée trois fois avec des membres de Daesh et dont le frère est commandant de l'Armée syrienne libre (ASL), opérant à Afrin, main dans la main avec l'armée turque. De plus, son portable comportait le numéro de téléphone du responsable fasciste du parti d'action nationaliste (MHP) de Sirnak en Turquie. Tout cela ressemble à une mise en scène. Comme lors de l'assassinat de nos trois camarades kurdes, en plein Paris en janvier 2013, attribué « *à une dissidence du PKK* ». Victimes les Kurdes ? Certes. Mais n'est-ce pas parce qu'ils proposent un projet politique très novateur qu'ils se font attaquer par les nationalistes turcs, arabes et autres ?

Le 9 décembre 2022, dans Orient XXI, Jean Michel Morel précise :

« S'il veut être reconduit à la magistrature suprême, Erdoğan doit donc convaincre au-delà de son camp et s'assurer plus que les voix de ses supporters du Parti de la justice et du développement (AKP) ainsi que celles de son allié le Parti d'action nationaliste (MHP) et les affidés de sa branche paramilitaire, les Loups gris fascistes. Pour ce faire, le levier du nationalisme et du racisme antikurde a de nouveau été actionné. Dans ce contexte, la bombe de la rue Istiklal à Istanbul (si elle n'a pas été déposée par les services secrets turcs) fut une heureuse surprise » (...)

« Maintenant, pour le président, la priorité est de rassembler « autour du drapeau » ceux qui se souviennent avec effroi de la prolifération d'attentats

survenus entre 2015 et 2017. Il s'agit aussi de désigner à la vindicte populaire les ennemis qui lui résistent : le PKK dans les monts Qandil au nord de l'Irak, et le PYD dans le Rojava syrien. Des ennemis contre lesquels il a multiplié les opérations militaires, utilisant les drones Bayraktar TB2 pour commettre des assassinats ciblés de responsables du PKK et du PYD et envahissant par trois fois le nord de la Syrie. »

Un projet politique qui dérange

Depuis 10 ans maintenant, les Kurdes syriens, avec leurs partenaires arabes, syriaques et ceux des autres peuples qui vivent en Syrie, essaient de mettre en place un système politique multi-communautaire et multi-confessionnel. Ce n'est pas simple dans un monde à proie à une inquiétante montée des nationalismes d'extrême droite. Faire le choix d'une Syrie fédérale, décentralisée, dotée d'une large autonomie au lieu d'un petit Kurdistan syrien indépendant (le Rojava a la superficie de la Belgique) n'était pas évident.

En 2011, au départ de la révolution syrienne, les Kurdes syriens – qui en majorité soutenaient la politique du clan conservateur du PDK de Barzani en Irak – étaient mis sous pression pour adhérer à l'opposition syrienne basée à Istanbul et rassemblée dans le « Conseil national syrien ». Mais avant de s'engager, les Kurdes ont voulu avoir des assurances : s'ils l'emportaient contre le régime syrien auraient-ils droit à une autonomie, au respect de leur identité ? Bassam Ishak, chrétien syriaque, ancien directeur d'une organisation des droits de l'Homme à Hassaké, avait d'abord rallié le Conseil national syrien (CNS) avant de rejoindre les forces politiques au Rojava:

« Quand la révolution est passée de manifestations pacifiques à une insurrection armée, le CNS a changé d'objectif. L'opposition syrienne que le CNS dit représenter veut chasser Bachar al-Assad sans attribuer la moindre forme d'autonomie ou reconnaissance des Kurdes en Syrie. J'avais donc le choix entre le projet d'État religieux du Conseil national syrien, ou bien celui d'une Syrie arabe nationaliste comme c'était avant, ou bien celui d'un État pluraliste. La meilleure façon d'éviter que nous ayons de nouveau un dictateur à Damas, c'est de répartir le pouvoir entre les régions. Donc j'ai rejoint l'option d'une solution fédérale et démocratique proposée par les Kurdes »^[1].

La déroute de l'Armée syrienne libre (ASL)

Même son de cloche chez Hikmet Habib, Arabe de Qamishli et co-président du Conseil démocratique syrien, la branche politique des Forces Démocratiques Syriennes (FDS), une alliance kurdo-arabo-syriaque qui gère le nord et l'est de la Syrie. Hikmet Habib a perdu plusieurs membres de sa famille dans la lutte contre Daesh. Il avait rejoint l'Armée syrienne libre au début de la révolution syrienne :

« Je faisais partie de l'Armée syrienne libre ASL, mais je les ai quittée quand je me suis rendu compte qu'ils se comportaient très mal vis-à-vis la population civile. Enlèvement, extorsion, vol et viol. J'ai rejoint les Forces Démocratiques Syriennes et leur Conseil démocratique syrien, puisque je veux me battre pour une Syrie décentralisée. » (2)

Ce qui se passe dans la province d'Afrin après son invasion par la Turquie, symbolise le projet politique qu'Erdoğan entend appliquer dans l'ensemble du Rojava. Dans le canton d'Afrin des changements démographiques sont en cours. La ville était à 95% une ville peuplée de Kurdes, ils ne sont plus que 15%. C'est le résultat du nettoyage ethnique auquel se sont livrés les autorités turques et leurs mercenaires syriens. Les Kurdes ont été remplacés par des Syriens venant d'Idleb ou de la Ghouta, souvent des familles de djihadistes qui ont combattu avec l'État islamique ou avec Al Nosra. Pillages, vols violés, enlèvements contre rançon, c'est ce qui attend tout le nord de la Syrie si jamais Erdoğan installe une « bande de sécurité » de 30 kilomètres tout le long de la frontière turco-syrienne.

L'Armée syrienne libre, ou ce qu'il en reste aujourd'hui, a définitivement perdu toute crédibilité dès lors que ses miliciens ont accompagné les chars turcs venus massacrer les Kurdes à Afrin en 2018 ou encore à Tal Abyad et Serekeniye en octobre 2019. Aujourd'hui, supplétifs de l'armée turque, ce sont ces mêmes miliciens qui contrôlent la province d'Afrin et la zone comprise entre Tal Abyad et Serekeniye. Ilham Ahmed, co-présidente du Conseil démocratique syrien, justifie aussi l'impossibilité pour les Kurdes syriens de rejoindre l'opposition syrienne établie à Istanbul :

«La plupart des groupes armés sur le terrain sont des extrémistes et ils ont le soutien de la Turquie. Essayer de trouver un accord avec ces groupes radicaux et djihadistes équivaudrait pour nous à un suicide »^[2].

Kobane : le tournant

Au début de la guerre en Syrie, le régime d'Assad a retiré une grande partie de ses troupes des régions kurdes pour les utiliser ailleurs. Le Parti de l'union démocratique (PYD), devenu le plus important parti des régions kurdes de Syrie, a profité du vide institutionnel pour mettre en place son modèle de société au Rojava, choisissant la stratégie de la « troisième voie ». Le PYD, tout en s'opposant au régime d'Assad - qui opprimait les Kurdes depuis des décennies - n'était pas en faveur d'un soulèvement armé. Et encore moins quand la direction politico-militaire de cette opposition armée s'est trouvée entre les mains de groupes djihadistes.

Après la reconquête de Kobane, en 2015, par les Unités de protection du peuple (YPG) et les Unités de protection de la femme (YPJ), aidées par le PKK, les Kurdes ont poursuivi leur avancée. La population kurde en Syrie n'a pas tardé à soutenir les YPG et à adhérer au projet du PYD. Les uns et les autres assurant la sécurité et commençant à mettre en place des structures démocratiques, inspirées par le communalisme de Murray Bookchin et d'Abdullah Öcalan^[3]. Le dirigeant kurde irakien Barzani, par contre, depuis longtemps cajolé

par les États-Unis, Israël – donc aussi par Bernard-Henri Levy et autres Caroline Fourest – entretient de bonnes relations avec la Turquie et prône un petit Kurdistan indépendant en Syrie.

« Vivre ensemble » ou nationalisme rétrograde ?

Adopté en 2014, le texte fondamental, le Contrat social de la Fédération démocratique du Nord et de l'Est de la Syrie, rejette le nationalisme et prône une société égalitaire, paritaire, respectueuse des droits des minorités. Le gouvernement autonome a établi un nouveau système éducatif. L'une de ses priorités a été la mise en place d'un programme scolaire en trois langues, arabe, kurde et syriaque, avec de nouveaux contenus pédagogiques pour les matières non scientifiques.

La mise en place d'un système fédéral décentralisé va à l'encontre du nationalisme arabe, turc, iranien et même kurde. Les communautés non-kurdes en Syrie n'allaient pas s'engager avec les Kurdes syriens pour un Kurdistan indépendant dans lequel ils seraient à leur tour une minorité dépendante de la bonne volonté de « nouveaux maîtres ». Là où les FDS et le Conseil démocratique syrien (CDS) ont le pouvoir, ils ont mis en place des communes, des conseils municipaux, régionaux et provinciaux où les Syriaques, les Arméniens, les Turkmènes, les Kurdes et les Arabes bénéficient d'une représentation proportionnelle et le respect de tous leurs droits. C'est la raison pour laquelle Raqqa a pu être libérée par des forces composées majoritairement d'Arabes. Et c'est pour cela aussi que l'invasion de la Turquie à Tal Abyad et Serekeniye n'a pas conduit à un soulèvement des tribus arabes contre les Kurdes.

Mazloum Abdi, commandant en chef des FDS a connu les prisons du régime d'al-Assad et sa tête est mise à prix par Erdoğan. Selon lui, *« un des buts de l'attaque militaire turque en octobre 2019 était de briser l'unité existante des habitants de la région entre les Kurdes, les Arabes et les Syriaques chrétiens. Mais c'est le contraire qui s'est produit. Pas mal de gens espéraient que notre travail, mené ici depuis huit ans, soit anéanti et que les FDS disparaissent, mais les liens entre les communautés sont plus forts que jamais. Les populations ne veulent pas de la Turquie, ni d'un retour du régime »*^[4].

Polat Can, commandant des YPG, était responsable des opérations qui ont conduit à la libération de Deir Ez-zor. En 2020, il témoignait de cette évolution des relations entre populations kurdes et arabes :

« Quand j'étais responsable de la libération de la région Deir Ez Zor, j'avais 13 000 soldats sous mes ordres. Seulement 100 parmi eux étaient Kurdes. Les autres étaient des Arabes. La grande majorité des 1 000 martyrs sont arabes. Nous vivons ensemble, nous travaillons ensemble, nous sommes obligés de nous respecter mutuellement. C'est dur, mais nous sommes en train de changer les mentalités. Dans le nord et l'est de la Syrie, Arabes et Kurdes vivent actuellement ensemble, et ça se passe de mieux en mieux. Il faut savoir que la plupart des Arabes ne veulent pas d'un retour du régime, ici »^[5].

Le projet politique d'une fédération démocratique interpelle le régime de Damas. Pour qu'il

soit viable, tôt ou tard, al-Assad et/ou ses protecteurs russes ou iraniens devront lui accorder une forme d'autonomie. Aujourd'hui, il n'y a aucune déclaration, aucun pas concret ni de Damas, ni de Moscou et encore moins de Téhéran vers une reconnaissance de l'autonomie kurde au sein d'une Syrie décentralisée. Le refus de Damas à trouver un compromis sur la question de l'autonomie ou de la décentralisation empêche tout accord politique avec les Kurdes. Sans le soutien de l'Iran et de la Russie, le régime est incapable de se maintenir. Les quelques soldats déployés dans le nord-est constituent une force trop faible en comparaison aux FDS et ne signifient en aucun cas un « retour du régime » dans le nord et l'est de la Syrie.

Pas d'entente avec Damas

« La méfiance au sein des communautés arabes, turkmènes et autres vis-à-vis des Kurdes était grande. Elles craignaient que ceux qui ont vaincu l'Organisation de l'État islamique (OEI) ne se vengent sur elles des mauvais traitements des autorités syriennes à l'égard des Kurdes. Les Kurdes ont beaucoup souffert de la politique d'assimilation menée par le régime baasiste, » rappelle Hikmet Habib. « Dès que les FDS ont libéré des zones tenues par l'OEI, nous avons fait de grands efforts pour rétablir la confiance en créant des comités de réconciliation et des conseils représentant tout le monde. Aujourd'hui, on peut dire que 60 % des membres des FDS proviennent de tribus arabes ».

Les Kurdes de Syrie se défendent de toute « collaboration » avec le régime. Ils parlent plutôt d'une cohabitation. Avant 2010, Damas désignait des gouverneurs dans les provinces qui à leur tour désignaient leurs subordonnés. Depuis que la Fédération existe, l'administration dans le nord et l'est de la Syrie est décentralisée avec des représentant(e)s de toutes les communautés et il n'y a plus de religion d'État. Ilham Ahmed, co-président du Conseil démocratique syrien, qui, en juillet 2018, a conduit une délégation du CDS à Damas pour les premiers pourparlers avec le régime de Bachar al-Assad : *« Nous exigeons que la Syrie de demain comprenne des zones autonomes. Nous voulons une nouvelle Constitution dans laquelle la décentralisation sera inscrite »*, nous explique celle qui, en juillet 2018, a conduit une délégation du CDS à Damas pour les premiers pourparlers avec le régime de M. Bachar al-Assad.

En octobre 2019, dans la revue en ligne Orient XXI, le journaliste Fehim Tastekin explique :

« La position de Damas en direction des Kurdes a été formulé ainsi : 'Débarrassez-vous d'abord des troupes nord-américaines et après on verra. Mais les Kurdes n'ayant aucune garantie que Damas, Moscou ou Téhéran leur accordent l'autonomie qu'ils revendiquent, comment auraient-ils pu demander aux États-Unis de se retirer ? De plus, les FDS exigent une autonomie militaire, ce que l'armée syrienne officielle n'est pas prête à leur accorder. »

En 2019, après la énième invasion turque dans le nord de la Syrie, et suite à un accord avec la Russie, l'armée régulière s'est déployée sur la frontière turque, installant de succincts postes frontaliers. C'est moins une présence militaire qu'une présence politique symbolique afin d'empêcher que la Turquie aille au-delà de la zone entre Tall Abyad et Serê Kaniyê. Mais, Damas aimerait en profiter pour reprendre le contrôle de tout

son territoire. Les FDS refusent et posent leurs conditions.

Pour Polat Can, « *le Rojava ne peut pas revenir à la situation d'avant 2010. Cela n'arrivera jamais. Nous ne laisserons pas les Kurdes privés de leurs droits et nous ne détruirons pas la relation entre les Kurdes, les Arabes et les chrétiens. À part cela, nous pouvons négocier tout ce qu'ils veulent — le nom de la région, le drapeau, la frontière, tout. Il y a un accord militaire avec le régime syrien pour sécuriser la frontière mais, ailleurs, ce sont les FDS qui contrôlent toujours la région du Nord et de l'Est de la Syrie — à Manbij, à Kobane, à Raqqa, à Tabqa, à Qamishli, à Hassaké, à Derik... et c'est notre police, les Asayish, qui contrôlent les check-points.* »

Mazloum Abdi précise :

« Nous demandons deux choses essentielles au régime syrien pour obtenir une solution à long terme en Syrie. Un : que l'autonomie fasse partie de la constitution syrienne. Deux : que les FDS fassent constitutionnellement partie de la défense de toute la Syrie. Tant que ces demandes ne sont pas réalisées, il n'y aura aucun accord car ce sont nos lignes rouges. Les combattant(e)s des FDS devront faire leur service militaire ici, dans cette région. »

Les rapports avec les États-Unis et la Russie

Selon Polat Can, « *le fait que ces puissances n'aient pas installé une zone d'exclusion aérienne, une « no-fly zone », nous a fait beaucoup de mal. Je peux vous le dire : si nous obtenons maintenant une zone d'exclusion aérienne, nous pouvons récupérer en une semaine Tall Abyad et Serê Kaniyé. Nous connaissons bien tous ces mercenaires. Ce sont des ex-al Nosra, des ex-combattants de l'État islamique. Nous les avons combattus et vaincus dans le passé. La Turquie, donc l'OTAN, les aide et les remet en selle. La Russie veut reprendre le contrôle de toute la Syrie, et elle est vraiment très fâchée de la relation que nous, les FDS, entretenons avec la coalition internationale dirigée par les États-Unis. Les Russes veulent travailler avec nous et trouver une solution avec Damas, mais au vu de leurs relations avec la Turquie, nous n'avons pas confiance en eux* ».

En 2018 à Qandil, une chaîne de montagnes qui abrite les troupes du PKK, nous avons rencontré Riza Altun, un haut responsable du PKK. Les circonstances étaient particulières : nous avons dû changer plusieurs fois de voiture et laisser nos téléphones portables loin derrière. Dans les airs, un drone turc nous survolait. Riza Altun nous avait alors déclaré :

« Aujourd'hui, il y a des contradictions partout. À l'origine, les Américains n'avaient pas l'intention stratégique de soutenir les FDS. Les Kurdes savent très bien que les États-Unis sont un État impérialiste, mais nous sommes obligés de maintenir cette relation paradoxale, car notre survie est en jeu ».

Le Rojava sous la menace d'une nouvelle invasion terrestre

Depuis plusieurs mois Erdoğan menace d'une invasion terrestre le Rojava et au-delà pour compléter sa zone de « sécurité » d'Afrin jusqu'à Qandil. Les Russes ont utilisé ces menaces pour amener les FDS à céder le nord et l'est de la Syrie à Damas. Les FDS ont refusé. Quant aux Russes ils savent qu'ils jouent à un jeu risqué avec la Turquie, qui, une fois qu'elle a occupé un territoire ne s'en retire pas. L'exemple du nord du Chypre est là pour le prouver.

De leur côté, les États-Unis, bien qu'ils autorisent Ankara à bombardier le Rojava et à utiliser des drones tueurs, ont explicitement demandé à la Turquie de ne pas s'engager dans une invasion terrestre. Et ce, pour deux raisons : les territoires syriens occupés par la Turquie sont des sanctuaires pour toute la galaxie de djihadistes d'Al Qaida, de l'OEI, de Hayat Tahrir al-Sham, de l'Armée Nationale Syrienne, formée de mercenaires syriens au service de la Turquie, les reliquats de l'ASL, etc. Dans ce contexte, les FDS restent leurs alliés les plus efficaces. La lutte contre l'OEI est loin d'être terminée. L'organisation vient d'attaquer la prison et la municipalité de Raqqa. Les FDS sont menacées de tous côtés.

En Syrie, le projet démocratique des Forces démocratiques syriennes menace le nationalisme arabe du régime d'al-Assad. En Turquie, ce même projet démocratique pourrait, lors des élections l'année prochaine, mettre en déroute la politique de négation du peuple kurde d'Erdoğan qui gouverne avec les fascistes du MHP. En Irak la coalition kurde KDP-UPK fait l'objet en permanence de la colère du peuple qui accepte de moins en moins la corruption et la mauvaise gestion du pays. Et en Iran, le slogan, *Jin, Jiyan, Azadi* (Femme, Vie, Liberté) lancé il y a des années par la branche féministe du PKK est devenu le principal slogan qui secoue le régime des mollahs.

La plus grande menace qui pèse sur l'aventure révolutionnaire du Rojava est son isolement et l'usure. Nous savons maintenant que le socialisme dans un seul pays n'est pas viable. Les Kurdes eux-mêmes font tout pour étendre cette expérience révolutionnaire vers d'autres pays. Ne pourrait-on pas les soutenir et les aider à ce qu'ils réussissent ? Leur succès sera le nôtre. Leur échec aussi.

*

Illustration : Photothèque Rouge /Photothèque Rouge/MILO

Notes

^[1] Voir : « Une utopie au coeur du chaos syrien », *Le Monde diplomatique*, septembre 2017, par Mireille Court et Chris Den Hond. Et en vidéo pour OrientXXI : <https://youtu.be/Js6PAWd202M>.

^[2] Voir : « Le Rojava: entre compromis et Utopie. Quelle autonomie pour les Kurdes dans la Syrie de demain », *Le Monde diplomatique*, décembre 2018, par Mireille Court et Chris Den Hond. Et en vidéo pour OrientXXI : <https://youtu.be/AkdpNniwkjE>.

^[3] Voir : Stephen Bouquin, Mireille Court, Chris Den Hond (coord.), *La Commune du Rojava, l'alternative kurde à l'État-nation*, Paris, Syllepse, 2017.

^[4] Interview de Mazloum Abdi et Polat Can par Mireille Court et Chris Den Hond, décembre 2019. <https://www.revue-ballast.fr/rojava-les-populations-ne-veulent-pas-de-la-turquie-ni-du-n-retour-du-regime-syrien/>.

^[5] Voir : « L'avenir suspendu du Rojava. Damas et Ankara se disputent l'enclave syrienne, » *Le Monde Diplomatique*, février 2020, par Mireille Court et Chris Den Hond. Et en vidéo pour OrientXXI <https://youtu.be/a2p9tGMe7Mw>